

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES**

-----  
*bureau de l'environnement  
et de l'aménagement du territoire*  
-----

*3D/3B/ CA*  
**Installations classées  
n°2004 APC 39 IC**

Châlons en Champagne,

**arrêté préfectoral complémentaire  
concernant la société FERRI  
à GIVRY EN ARGONNE**

-----  
**le préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
chevalier de la légion d'honneur,**

**VU :**

- le livre V du code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985, relatif aux ateliers de traitement de surface,
- la circulaire ministérielle du 10 janvier 2000 relative aux installations classées, industrie du traitement de surface (rubrique 2565),
- l'arrêté préfectoral n° 94 A 12 IC en date du 14 avril 1994 modifié autorisant la société FERRI à Givry en Argonne à exploiter une unité de traitement de surface,
- le rapport de l'inspecteur des installations classées du lundi 13 octobre 2003, rendant compte de l'inspection du 23 septembre 2003,
- l'avis favorable émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 11 décembre 2003,

**Considérant que :**

- la circulaire du 10 janvier 2000 prévoit la réalisation d'une étude technico-économique visant la réduction des rejets liquides (zéro rejet) et un niveau de rejets compatible avec la vocation du milieu récepteur,
- la teneur en azote des effluents liquides rejetés doit être réduite,

**le demandeur entendu,**

**Sur** proposition de Madame la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

## **A R R E T E**

### **Article 1 – Etude zéro rejet**

La société FERRI sise à Givry en Argonne, doit présenter sous un délai de 9 mois, à l'inspection des installations classées et à l'autorité préfectorale, une étude technico-économique d'optimisation du traitement de surface visant zéro rejet liquide, réalisée avec l'appui technique d'un bureau d'études compétent, conformément aux dispositions de la circulaire du 10 janvier 2000 susvisée. Cette étude doit être réalisée pour l'ensemble des chaînes de traitement quels que soient les polluants. Elle portera notamment sur les points suivants :

- bilan sur la capacité de l'unité de traitement des effluents existante à dépolluer les eaux usées industrielles,
- possibilité de substitution de certains traitements de surface par d'autres traitements mettant en œuvre des produits moins dangereux ou toxiques,
- possibilité d'améliorer ou d'augmenter le recyclage des bains de rinçage,
- présentation des meilleures technologies disponibles (MTD) de dépollution des effluents liquides adaptées à l'installation de traitement de surface des pièces en aluminium, permettant une limitation maximale, voire une suppression des rejets,
- si un rejet d'effluents traités doit être maintenu (à quantifier), évaluation de son impact sur le milieu récepteur et démonstration de son caractère acceptable.

### **Article 2 – Réduction et analyse des impacts de l'établissement**

Nonobstant les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 14 avril 1994 suscité et notamment son article 15, la qualité minimale des rejets d'effluents liquides issus de l'atelier de traitement de surface à prendre en compte dans le cadre de l'étude visée à l'article 1 ci-dessus doit satisfaire au respect les valeurs limites suivantes:

- azote global : concentration inférieure ou égale à 30 mg/l  
flux inférieur ou égal à 0,5 kg/jour

Par ailleurs, un diagnostic relatif à l'impact des rejets actuels en azote sur le milieu récepteur sera examiné dans le cadre de cette étude.

### **Article 3 – Recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

**Article 4 – Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 - Ampliations**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à M. le sous préfet de l'arrondissement de Sainte Menehould, aux directeur départemental de l'équipement, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, directeur régional de l'environnement, directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à M. le maire de GIVRY EN ARGONNE qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société FERRI, Zone Industrielle, 51330 GIVRY EN ARGONNE.

Châlons en Champagne, le 25/03/04

pour le préfet  
le secrétaire général

signé : Bernard LE MENN

pour le préfet  
et par délégation  
l'attaché principal, chef de bureau

Eric Dhellemme